

# BRÈVES ÉCONOMIQUES AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL  
DE BOGOTÁ

N° 17 – 4 mai 2023

## En bref

Le taux de chômage pour le mois de mars en Colombie s'établit à 10,0 % (-2,1 pts% g.a.), soit le taux de chômage le plus bas pour mars depuis 2018. Ce taux est également inférieur aux 10,3 % observés en février. Pour mémoire, le taux s'était stabilisé autour de 11,0 % entre les mois de mai 2022 et janvier 2023. L'emploi enregistre une croissance de 5,1 % entre mars 2022 et mars 2023 (+1,1 M d'emplois). Entre février 2022 et février 2023, cette même croissance était de 2,5 %. Parmi les types d'emplois ayant le plus contribué à la croissance en mars, on retrouve les emplois non-salariés (630 000 emplois), l'emploi en zone urbaine (514 000 emplois) et l'emploi de personnes âgées entre 25 et 54 ans (670 000 emplois).

## LE CHIFFRE À RETENIR

10 %

C'est le taux de chômage colombien en mars, corrigé de la saisonnalité.

## Zoom sur : Les obligations bleues de l'Équateur.

La semaine dernière la banque *Crédit Suisse* a proposé de racheter une partie de la dette externe de l'Équateur (800 M USD), offre probablement liée à une émission d'obligations bleues. Pour rappel, les obligations bleues sont destinées à la conservation des sources d'eau douce ou des océans, l'archipel des Galápagos a ainsi été identifié par le gouvernement équatorien. La dette externe en obligations de l'Équateur s'élève à près de 17,7 Mds USD (37 % de la dette externe totale du pays). En raison de la chute des prix des obligations équatoriennes, actuellement négociées sur le marché avec des décotes comprises entre 70 % et 50 % de leur valeur nominale, le *Crédit Suisse* pourrait racheter avec 800 M USD l'équivalent d'environ 2 Mds USD d'obligations. Avec un risque pays compris entre 1800 pts et 1900 pts depuis février 2023, l'Équateur devrait payer un taux d'intérêt de

23 % s'il émet des obligations régulièrement. Toutefois, ce taux serait abaissé si l'émission des obligations bleues est assortie d'une garantie (garantie accordée par la BID – voir *infra*). L'Équateur pourrait alors émettre des obligations bleues à long terme à faible taux d'intérêt pour rembourser le *Crédit Suisse* et donc économiser 1,2 Md USD de dette qu'il n'aura plus à rembourser, ressources qui iraient au fonds de conservation de la réserve marine des Galápagos.

### Le risque pays de l'Équateur



Source : BCE, Ámbito.com  
Graphique : Daniela Castillo / Primicias

PRIMICIAS

## BOLIVIE

### La production de gaz continuera de baisser en 2023.

Selon le Ministère des Hydrocarbures dans son rapport préliminaire sur les comptes publics 2023, la production de gaz naturel devrait continuer de baisser et n'atteindre que 37,4 M de m<sup>3</sup> par jour (Mm<sup>3</sup>/j). En 2022, la production moyenne de gaz naturel était de 41,3 Mm<sup>3</sup>/j, selon le Ministère des Hydrocarbures. La Bolivie a produit 59,6 Mm<sup>3</sup>/j, 59,2 Mm<sup>3</sup>/j et jusqu'à 56,6 Mm<sup>3</sup>/j en 2014, 2015 et 2016, respectivement, mais depuis, l'offre n'a cessé de diminuer. Le Gouvernement reconnaît que l'économie bolivienne souffre de l'absence d'investissements nécessaires au maintien de la production de gaz naturel. Pour 2023, un investissement de 463,5 M USD est prévu pour des projets d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures.

### La « loi sur l'or » continue d'être discutée au Sénat bolivien et les exportations d'or continuent.

Alors que la « loi sur l'or » (*ley de oro*) continue d'être débattue au Sénat Bolivien après approbation à la Chambre des députés, les exportations de ce métal précieux se poursuivent à une cadence importante. Jusqu'en février 2023, 8,3 t ont été échangées pour une valeur de plus de 380 M USD. Le projet de loi autorise la Banque Centrale (BCB) à acheter de l'or sur le marché intérieur afin de renforcer ses réserves internationales. À cette fin, elle peut effectuer des opérations financières pour optimiser la liquidité et/ou son rendement. La loi stipule également que la BCB "maintiendra un minimum de 22 t de réserves

d'or provenant des réserves internationales, calculées tous les six mois à partir de l'approbation de cette loi". Le projet de loi a été approuvé à l'unanimité par la Commission de l'Economie du Sénat et sera débattu cette semaine en séance plénière.

## COLOMBIE

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-0,8 %	-26,7 %	1158,6 pts
Change COP/USD	-1,1 %	+13,2 %	4 605,7
Change COP/EUR	-1,1 %	+19,6 %	5077,0
Prix du baril colombien (USD)	-8,4 %	-36,7 %	68,5

### Le remaniement ministériel a légèrement impacté les marchés.

Le remaniement ministériel effectué par le Président Petro a vu le départ de José Antonio Ocampo, économiste reconnu, qui apportait la confiance des milieux économiques et financiers. Son départ a légèrement impacté les marchés. Plus d'une semaine après l'annonce du remaniement ministériel, le Peso colombien (COP) s'est déprécié face aux principales devises. Dès le 26 avril, le COP avait perdu 3,3 % face au Dollar et 1,4 % face à l'Euro. Au 4 mai, plus d'une semaine après l'annonce, l'USD s'échangeait contre 4 609 COP (dépréciation de



2,5% par rapport au 25 avril, veille de l'annonce) et l'EUR contre 5 076 COP (dépréciation de 3,3% par rapport au 25 avril). Si les spreads ont fortement augmenté les 25 et 26 avril (resp. +250 pdb et +206 pdb), la hausse a ralenti le jour suivant (+46 pdb). Ils ont chuté dès le 28 avril (-267 pdb) atteignant 8,94 pts% (vs. 6,59 pts% au 24 avril). Le principal indice boursier (MSCI COLCAP) s'est d'abord contracté avant de reprendre +2,6% le 28 avril et revenir le 2 mai à 1 159 pts (-3,3% par rapport au 25 avril) le 4 mai. Le nouveau Ministre des Finances, Ricardo Bonilla a annoncé, dès ses premiers jours en poste, qu'il ferait de la stabilité économique une priorité.

### L'objectif de déficit budgétaire pourrait augmenter à 4,2 %.

Le Ministère des Finances envisagerait d'augmenter l'objectif de déficit budgétaire pour 2023 à 4,2% (vs. 3,8% actuellement), en raison de la baisse des prix du pétrole, selon le directeur du Crédit Public, J.R. Acosta. Tout en continuant de respecter la règle budgétaire, le nouvel objectif donnerait au Gouvernement une plus grande marge de manœuvre pour emprunter.

### Le prix du carburant augmente en mai.

Au début du mois de mai le prix de l'essence a augmenté (+0,13 USD le gallon – environ 3,8 L). En moyenne, le gallon d'essence atteint plus de 2,5 USD. Les prix du diesel et de l'ACPM (huile de moteur) restent quant à eux inchangés. Malgré cette augmentation, le prix du carburant colombien reste parmi les moins chers d'Amérique latine du fait des subventions. L'abandon progressif des subventions au

carburant constituait une mesure majeure de l'ex-Ministre des Finances, J.A. Ocampo. L'évolution des prix des carburants constitue un indicateur de la ligne politique sur les Finances publiques à suivre avec le remaniement ministériel et le nouveau Ministre des Finances, R. Bonilla.

### Les prix de la facture d'électricité pourraient augmenter prochainement.

Malgré des subventions ayant légèrement fait baisser les tarifs l'an dernier (en hausse depuis deux ans), les prix augmentent de nouveau depuis décembre. En outre l'Association colombienne des distributeurs d'électricité (Asocodis) a averti que les prix pourraient continuer d'augmenter si le Gouvernement cesse de verser des subventions aux ménages les plus vulnérables (12,2 M de ménages bénéficient actuellement des subventions). Toutes les subventions pour les strates 1, 2 et 3 (subventionnées à 60%, 50% et 15% resp.) n'ont pas été incluses dans le budget soumis au Congrès et tout l'argent nécessaire pour maintenir les subventions ne serait pas garanti. Il manquerait alors près de 292 M USD des 494,5 M USD nécessaire selon certains syndicats.

### Les intentions d'achat de logement ont diminué en mars.

Les perspectives macroéconomiques difficiles et en particulier les conditions actuelles de taux d'intérêt, ont affecté les ventes et intention d'achat de logements. En mars, 88% des ménages de niveau socio-économique supérieur n'ont pas l'intention d'acheter un logement, ce qui représente une hausse significative (+23,1 pts%) par rapport à la



proportion de février (64,9%). Le pessimisme est moins présent chez les segments socio-économiques moyens et inférieurs puisqu'au global, en mars 44,8% des ménages ont exprimés ne pas avoir l'intention d'acheter un logement (-3,5 pts% g.m.). Selon *Camacol*, les ventes de nouveaux logements atteignent moins de 200 000 au cours des 12 derniers mois jusqu'à mars (-25,4 % g.a.).

### La confiance continue de se détériorer.

En avril, l'indicateur de confiance de *Davivienda* sur la situation économique du pays a continué à se détériorer. Si 14,5% des personnes interrogées ont indiqué une hausse de la confiance par rapport à mars, 43,8% ont indiqué une perte de confiance. Le solde de -29,3% est inférieur à la moyenne historique (-20,1%). Bien qu'inférieur à la moyenne historique de l'indicateur (16,2%), le pourcentage de personnes ayant déclaré penser que c'est le bon moment pour contracter une obligation financière a augmenté par rapport à mars (11,3% des répondants vs. 10,0% en mars).

## EQUATEUR

### La BID émet une garantie financière pour l'émission d'obligations bleues.

La Banque Interaméricaine de Développement (BID) a accordé une garantie à l'Equateur pour soutenir l'échange de dette de 800 M USD avec l'émission d'obligations souveraines bleues pour la conservation de la réserve marine des Galápagos. La garantie financière, estimée à

85 M USD, vise à réduire le coût et le risque de refinancement de la dette du pays. Cela est à mettre en relation avec le rachat par la banque *Crédit Suisse* de trois émissions obligataires équatoriennes arrivant à échéance en 2030, 2035 et 2040 pour 800 M USD (voir *supra*).

### Les recettes fiscales de l'Etat ont chuté de 5% g.a. depuis janvier 2023.

Les recettes fiscales ont atteint près de 5,6 Mds USD dans le budget général de l'Etat au cours des quatre premiers mois de 2023 (-5% g.a.), selon le Ministère des Finances. La chute s'est accentuée en avril avec une collecte d'impôts de 1,9 Md USD (-13% g.a.). Une nouvelle réforme fiscale est en cours d'étude par le Gouvernement. Bien que les recettes de l'Etat provenant de l'impôt sur le revenu aient augmenté depuis janvier (+7% g.a.), les revenus issus de la TVA, indicateur de l'activité commerciale, ont atteint 2,1 Mds USD (-5% g.a.). En outre, les recettes pétrolières ont continué leur baisse en avril avec un total de 306 M USD (-10% g.a.). En parallèle, le Gouvernement fait face à une hausse des dépenses comme les rémunérations des fonctionnaires. 37% du budget 2023 est destiné à payer les salaires des fonctionnaires du secteur public.

### Les exportations minières atteignent près de 543 M USD entre janvier et février.

Dans les deux premiers mois de l'année 2023, l'Equateur a exporté des produits miniers pour une valeur avoisinant les 543 M USD (+6,6% g.a.), selon la Banque centrale. Après le pétrole brut, les bananes et les crevettes, les produits miniers sont le 4<sup>ème</sup> poste



d'exportation de l'économie équatorienne (11,2 % des exportations totales). La Chine est la principale destination de ces produits (48,6 % des produits miniers - 263,7 M USD).

## PEROU

**Fitch maintient la note souveraine "BBB" avec des perspectives négatives.**

Fitch Ratings a maintenu sa note BBB avec perspective négative pour le Pérou, considérant que les risques de crédit restent élevés en raison de l'affaiblissement de la gouvernance, de la stabilité politique et des perspectives de croissance du pays. Selon Fitch, les notes "BBB" du Pérou restent soutenues par une dette publique modérée, une forte liquidité extérieure, un historique de stabilité macroéconomique et un cadre politique discipliné. Les freins de notation comprennent la gouvernance, le revenu par habitant, des indicateurs sociaux inférieurs à la médiane "BBB", une forte dépendance à l'égard des exportations de matières premières et une faible base de recettes publiques.

**La cour des comptes revient sur l'existence de 1 746 travaux publics paralysés pour plus de 5,9 Mds USD.**

D'après la Cour des Comptes, fin mars 2023, 1746 travaux n'ont pas été achevés et n'ont enregistré aucun progrès dans leur exécution physique depuis plus de six mois, principalement dans les régions de Cusco, Puno, Lima, Cajamarca et Ancash. Ces travaux représentent un investissement total de 5,9 Mds d'USD, dont un solde de plus de

2,9 Mds d'USD reste à exécuter. Le secteur le plus touché est celui des Transports et Communications, qui compte le plus grand nombre de travaux publics paralysés (472 travaux, soit 27 % du total national). Le deuxième secteur touché est celui du Logement, de la Construction et de l'Assainissement, (403 travaux, soit 23,1% du total national). Sur le nombre total de travaux paralysés, 120 correspondent au portefeuille « Reconstrucción con Cambios » portant sur les travaux de reconstruction suite aux dégâts causés par le phénomène climatique El Niño. Ces 120 travaux totalisent un investissement de 830 M USD, dont 49,5 % incombent au gouvernement national, 12,6 % au gouvernement régional et 37,9 % aux gouvernements locaux.

## SURINAME

**Accord de principe avec les créanciers d'Euronote sur les conditions de restructuration de la dette.**

Le Ministère des Finances et le Comité des créanciers des euro-obligations sont parvenus à un accord de principe sur les principales conditions de restructuration de la dette du Suriname. Les cinq membres du Comité détiennent ou contrôlent actuellement 75 % des obligations en circulation. L'accord de principe prévoit un allègement significatif de la dette du Suriname, puisque la nouvelle obligation sera émise avec une réduction de 25 % des créances contractuelles, un taux d'intérêt de près de 8 %, reflétant une réduction significative des taux d'intérêt de 12,9 % et 9,3 % des obligations existantes à échéance 2023 et



2026 respectivement, et seulement 5 % d'intérêts à payer en numéraire en 2024 et 2025. Parmi les conditions, le Suriname s'engage à allouer une certaine partie de ses revenus pétroliers pour compenser les pertes subies par les détenteurs d'obligations dans le cadre de la restructuration de la dette. L'existence d'un accord au niveau des services du FMI avant le 15 juin 2023 dans le cadre des accords de financement existants de la facilité élargie de crédit est également nécessaire.

## VENEZUELA

### Le pays revient en 13<sup>ème</sup> position des fournisseurs de pétrole des Etats-Unis.

Après quatre ans d'absence, le Venezuela refait son apparition sur la liste de l'Agence d'information sur l'énergie des Etats-Unis comme 13<sup>ème</sup> fournisseur de pétrole brut du pays, avec un volume de 40 000 bpj en janvier, grâce aux expéditions de la société *Chevron*. Pour mémoire, en janvier 2019, un mois avant l'entrée en vigueur des sanctions à l'encontre de *PDVSA*, la compagnie pétrolière publique du Venezuela, ce dernier était le 3<sup>ème</sup> fournisseur de pétrole brut des Etats-Unis avec 561 000 bpj. Le Canada était le 1<sup>er</sup> fournisseur des Etats-Unis en janvier (3,8 M bpj). La Colombie (6<sup>ème</sup>), l'Equateur (7<sup>ème</sup>), le Brésil (8<sup>ème</sup>), le Guyana (9<sup>ème</sup>) et l'Argentine (10<sup>ème</sup>) sont les pays d'Amérique du Sud qui devancent le Venezuela.

### L'économie du Venezuela devrait croître de 3,6 % en 2023.

Le PIB vénézuélien devrait augmenter de 3,6 % en 2023 selon l'Institut de recherche

économique et sociale de l'Université *UCAB*. La « mauvaise performance du secteur pétrolier » expliquerait la réduction de la prévision (initialement prévue à 4,4 %). L'étude indique en outre une « perte de capacité » à mener des politiques monétaires et de change ainsi que l'absence de marge de manœuvre pour appliquer une politique budgétaire expansionniste et compensatoire, rendant difficile la stabilité de l'activité économique. Au-delà, l'inflation devrait clôturer l'année à 400 % selon l'étude, à des niveaux supérieurs aux niveaux atteints en 2022 (276 %).

### Les annonces en matière salariale du 1<sup>er</sup> mai.

La demande d'augmentation de salaires faite par plusieurs syndicats publics et privés n'a pas reçu la réponse escomptée de la part du Gouvernement : le salaire n'a pas été augmenté (5,3 USD – 130 VES). Ce dernier est inférieur à celui de Cuba (17,5 USD) et très inférieur à ses voisins colombien (285 USD) et brésilien (264 USD). Néanmoins la prime alimentation appliquée pour les travailleurs actifs a été augmentée à 40 USD ; la prime de guerre économique sera de 30 USD pour les fonctionnaires publics. La retraite universelle pour les privés et les retraités des entreprises de l'Etat hors ministères reste inchangée, 5,3 USD. Selon l'étude du cabinet *Mercer*, cette décision n'affectera que les 3 % des entreprises qui continuent à payer le salaire minimum ainsi que celles (16 %) qui doivent augmenter la prime alimentaire à 40 USD. Les autres entreprises privées rémunérant au-delà des montants annoncés par le Gouvernement. Au contraire, dans le secteur public, l'impact de ces annonces sera important, principalement en raison du nombre élevé de fonctionnaires (environ 5,5 M).

## Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2023) :

	Population (M)	PIB à prix courants* (Mds USD)	Croissance du PIB		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2023 p	2023 p.	2022	2023 p.	2023 p.	2023 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en fin de période, 2023 p.
<b>BOLIVIE</b>	12,13	46,1	3,2	1,8	-2,5	82,3	118	+1	3,6
<b>COLOMBIE</b>	52,16	334,7	7,5	1,0	-5,1	62,0	88	0	8,4
<b>EQUATEUR</b>	18,23	121,3	3,0	2,9	2,0	n.a.	95	+4	2,3
<b>GUYANA</b>	0,794	16,3	62,3	37,2	27,9	29,8	108	+1	6,0
<b>PEROU</b>	34,51	268,2	2,7	2,4	-2,1	33,0	84	+1	3,0
<b>SURINAME</b>	0,624	3,5	1,3	2,3	-0,04	112,2	99	-7	28,2
<b>VENEZUELA</b>	26,54	96,6	8,0	5,0	5,0	n.a.	120	-2	250,0
<b>ARGENTINE</b>	46,76	641,1	5,2	0,2	1,0	76,3	47	0	88,0
<b>BRESIL</b>	215,2	2 081,2	2,9	0,9	-2,7	88,4	87	-1	5,4
<b>CHILI</b>	20,11	358,6	2,4	-1,0	-4,2	36,6	42	+1	5,0
<b>MEXIQUE</b>	131,2	1 663,2	3,1	1,8	-1,0	55,6	86	+2	5,0

Sources : données FMI (WEO, avril 2023), PNUD.

\* Le PIB à prix courants n'est pas corrigé avec l'inflation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)